

Histoire

1984-1985. Comment le duel Thatcher-Scargill a transformé la Grande-Bretagne. Par CLAUDE JACQUEMART

La grève fatale des mineurs anglais

Vainqueur des conservateurs en 1972, le syndicat des mineurs croyait battre à nouveau Margaret Thatcher douze ans plus tard. Il se trompait. Voici pourquoi.

Du long duel qui opposa Margaret Thatcher au puissant leader du syndicat des mineurs, Arthur Scargill, en 1984, le Britannique Ken Smith disait qu'il s'agissait d'« une guerre civile sans armes », pour reprendre le titre de son livre. Ce fut le face-à-face d'une "Dame de fer" convaincue du bien-fondé de sa politique libérale pour réveiller une Grande-Bretagne entrée en léthargie et d'un leader marxiste arc-bouté sur des situations acquises, point d'appui d'une révolution politique et sociale.

De cette lutte sans merci, Pierre-François Gouiffès vient de publier la relation détaillée, passionnante comme le récit d'une campagne napoléonienne. Inspecteur des finances, il a travaillé au ministère du Travail avec Jean-Louis Borloo. Un poste d'observation de choix. Et ce n'est pas un hasard si son livre est sorti en librairie à la veille des mouvements de grève des cheminots contre les projets de réforme de Nicolas Sarkozy.

Alors que Margaret Thatcher n'arriva au pouvoir qu'en mai 1979, Pierre-François Gouiffès a sous-titré son ouvrage : *1972-1985 treize années qui ont changé l'Angleterre*. C'est qu'en effet les conservateurs avaient déjà tenté de briser les corporatismes en Grande-Bretagne. Vaines tentatives, qui servirent cependant de leçons à Mme Thatcher quand, à son tour, elle entreprit de démanteler une forteresse d'un autre âge.

Celle-ci porte un nom : NUM, National Union of Mineworkers, puissante organisation syndicale créée en 1944, à une époque où le charbon constituait la ressource énergétique presque exclusive du Royaume-Uni. Et devenue une institution après que les charbonnages furent dévolus en 1947 à une entreprise d'État, le National Coal Board

(NCB), tributaire des subventions publiques. En octobre 1969 (la "révolution d'octobre"), le gouvernement, pourtant dirigé par un travailliste, Harold Wilson, fut déjà confronté à un mouvement revendicatif des mineurs, parti du Yorkshire à l'initiative de jeunes syndicalistes parmi lesquels Arthur Scargill, ex-membre des Jeunes communistes, alors âgé de 31 ans. Cette grève sauvage s'étendit au pays entier, impliquant plus de 130 000 mineurs et 140 sites. Les *flying pickets* ("piquets volants"), transportés par véhicules sur les points chauds, firent la preuve de leur efficacité. La grève cessa après deux semaines : le patronat avait accepté toutes les revendications salariales des mineurs. Arthur Scargill dira en 1975 : « Ce qui s'est passé en 1969 a permis toutes les victoires à venir. »



Fondée sur le *Trade Disputes Act* de 1906, la législation octroyait alors aux syndicats une liberté d'action très large. Notamment, une immunité totale quant aux dommages causés par les grèves.

En juin 1970, Harold Wilson perdit les élections générales qu'il avait lui-même provoquées, cédant la place de premier ministre au leader des conservateurs, Edward Heath. L'*Industrial Relations Act* institua l'immatriculation des syndicats, donc leur contrôle, renforça les sanctions contre les responsables des grèves sauvages, stipula que l'État pourrait désormais s'impliquer dans la résolution des conflits du travail.

Aussitôt, le Trades Union Congress (TUC), la puissante confédération des syndicats britanniques, leva l'étendard de la révolte. Après les dockers, les mineurs entrèrent dans la danse. Le 9 janvier 1972, 280 000 d'entre eux cessèrent le travail sur la totalité des 289 sites de Grande-Bretagne. Un mois plus tard, le gouvernement dut décréter le rationnement de l'électricité. Organisé par Scargill, le blocage du dépôt de coke de Saltley, près de Birmingham, tourna à l'affrontement entre 15 000 grévistes et les policiers, très inférieurs en nombre. Il fallut se résigner à fermer le dépôt. Après cinq semaines de grève, les mineurs obtinrent tout ce qu'ils voulaient, devenant du même coup les salariés les mieux payés du secteur industriel.

La politique des revenus mise en œuvre par Edward Heath fut à l'origine d'un nouveau conflit. Le premier choc pétrolier redonna aux mineurs, dont la profession déclinait, conscience de leur importance. Le 4 février 1974, 81 % des adhérents du NUM votaient le principe d'une grève nationale. Des élections anticipées ramènerent au pouvoir le travailliste Harold Wilson, qui céda sur tous les points à leurs revendications.

D'où le halo d'invincibilité entourant désormais le syndicat NUM et notamment son aile gauche, conduite par Scargill. Un phénomène aurait dû cependant les inquiéter. Alors que le

Une majorité de Britanniques commençait à trouver excessif le pouvoir des syndicats. L'opinion se retournait.



Défi. Arthur Scargill croit pouvoir se "débarrasser" de Margaret Thatcher. C'est elle qui va le faire plier. Page de gauche, une manifestation de mineurs en 1984.

taux de syndicalisation des salariés britanniques atteignait un pic historique (13 millions d'adhérents à la fin des années 1970), alors que les mouvements sociaux se multipliaient au cours de l'hiver 1978-1979, "l'hiver du mécontentement" (*winter of discontent*), une large majorité de Britanniques commençait à trouver excessif le pouvoir des syndicats. Parmi les salariés syndiqués eux-mêmes, sept sur dix

partageaient ce point de vue. Ainsi l'opinion était-elle en train de se retourner.

Les conservateurs, à la faveur d'élections une fois encore anticipées, revinrent au pouvoir. Le 5 mai 1979, Margaret Thatcher s'installait au 10 Downing Street. Convaincue du caractère inéluctable d'un affrontement décisif avec le syndicat, forte des enseignements du passé, elle s'y prépa-

ra longuement. Cet affrontement fut cependant précédé par une reculade qui, au sein même du camp conservateur, sema le doute. Le gouvernement avait planifié la fermeture de nombreux puits non rentables. L'annonce maladroite de cette décision par le président du NCB, Derek Ezra, se heurta à la menace d'une grève nationale. Le plan de fermetures fut différé.

C'était reculer pour mieux sauter. Paradoxalement, la récession économique, en entraînant une consommation moindre de charbon, avait augmenté les stocks à hauteur de 60 millions de tonnes (six mois de production). Sécurisés, ces stocks constitueraient une arme stratégique de premier ordre dans le conflit à venir.

L'imminence de ce dernier se précisa avec l'élection, en décembre 1981, d'Arthur Scargill à la présidence du syndicat des mineurs. Avec lui, un mot d'ordre : "Plus aucune fermeture de site !" Outre l'augmentation et la protection des stocks de charbon dans les centrales électriques, le gouvernement décida de privilégier la route pour le transport du miné-

rai. Les effectifs et les salaires des policiers furent augmentés, une partie de ceux-ci formée au maintien de l'ordre.

Trois lois réformèrent le droit de grève et le droit syndical : l'*Employment Act* interdisant en pratique les piquets volants, la loi Tebbit (du nom du ministre de l'Emploi) interdisant les grèves de solidarité et mettant fin à l'immunité juridictionnelle des syndicats et le *Trade Union Act* imposant un vote majoritaire à bulletins secrets des salariés pour déclencher une grève.

Confirmée dans ses fonctions de premier ministre, en juin 1983, après le triomphe électoral des conservateurs consécutif à la victoire des Malouines, Margaret Thatcher nomma un homme à poigne, Ian MacGregor, à la tête du NCB. Mission : rétablir l'équilibre économique de l'entreprise, privatisable à terme. Arthur Scargill imagina de lancer de multiples grèves locales, à charge pour des militants résolus de bloquer la production et l'acheminement du charbon sur l'ensemble du territoire. Une fois encore, le mouvement partit en mars 1984 du Yorkshire, son propre fief, puis, comme prévu, fit boule de neige. La police parvint cependant à sécuriser la région stratégique du Nottingham-



Victoire. À condition d'y mettre le prix et d'avoir l'opinion publique pour soutien.

hire. En outre, M. Scargill constata bientôt que, malgré les pressions, beaucoup de mineurs refusaient de suivre ses consignes. Ici et là, de violentes bagarres opposèrent les grévistes aux *scabs* (les "jaunes").

Le gouvernement n'avait pas flanché. La guerre éclair dont avait rêvé Scargill se transforma en guerre de tranchées. En tout, vingt mille policiers, soit 10 % des effectifs totaux de la police britannique, avaient été mobilisés pour la surveillance des régions minières. Pendant les cinquante et une semaines que dura la grève, ils allaient procéder à plus de 11 000 arrestations, que suivraient plus de 8 000 condamnations pour divers délits. Le temps de l'impunité était terminé.

Parallèlement, les objectifs politiques avoués d'Arthur Scargill, autant que ses méthodes, dissuadèrent d'autres syndicats de lui emboîter le pas. Si les cheminots, les dockers et les marins appuyèrent le mouvement, les électriciens et les sidérurgistes s'y refusèrent. Au sein même du NUM, une dissidence déboucha, en décembre 1984, sur la création de l'UDM (Union of Democratic Mineworkers) que rejoignit progressivement un tiers des mineurs. Arthur Scargill perdit aussi la bataille

de la communication, le secrétaire d'État à l'Énergie, Peter Walker, déployant sur ce terrain un talent remarquable. La diffusion d'informations choisies – l'obtention par le syndicat de subsides auprès des mineurs d'URSS, de la CGT française ou de la Libye de Kadhafi – exerça un effet décisif sur une population très patriote et de plus en plus exaspérée.

Stratégiquement perdue par les mineurs à partir de novembre 1984, la bataille traîna encore pendant quatre mois. Puis les mineurs reprirent le chemin des puits, flanqués au début par d'impressionnantes escortes policières, sous les insultes et les projectiles lancés par les piquets de grève. Des secours financiers furent octroyés à ceux qui reprenaient le travail. Le 3 mars 1985, Arthur Scargill dut annoncer la fin de la grève. Son coût ? 26 millions de journées de travail perdues, une production réduite à 49,5 millions de tonnes en 1984, une dépense totale estimée à l'équivalent de 20 milliards d'euros 2007.

Le charbon perdit son poids stratégique. Avant la grève, 170 sites charbonniers étaient encore exploités en Grande-Bretagne. Ils n'étaient plus que 12 en 2005, avec une production de 20 millions de tonnes pour six mille mineurs. Lorsqu'Arthur Scargill l'avait conquis en décembre 1981, son syndicat comptait 220 000 adhérents, lorsqu'il abandonna sa présidence en 2002, ils n'étaient plus que 3 000.

La conclusion de la grève de 1984-1985, observe Pierre-François Gouiffès, « apporte la preuve indiscutable qu'il est possible de mener une réforme structurelle particulièrement difficile sans désastre politique ». À condition d'y mettre le prix, et de laisser du temps au temps, sans jamais se décourager. À condition, aussi, d'avoir avec soi l'opinion, sans laquelle aucun combat de longue durée ne saurait être victorieux.

À lire

Margaret Thatcher face aux mineurs, de Pierre-François Gouiffès, Privat, 364 pages, 19 €.

Margaret Thatcher, de l'épicerie à la Chambre des lords, de Jean-Louis Thiériot, Grand Prix de la biographie politique du Salon du livre du Touquet, éditions de Fallois, 458 pages, 22 €.